

*Les exigences des mouvements de libération africains*¹

[...] Il est bien évident que la proclamation de l'indépendance qui est un fait uniquement politique, sinon juridique, ne peut changer les structures fondamentales du pays anciennement colonisé. L'indépendance est la condition, la promesse d'une libération, elle n'est pas la libération elle-même.

Pendant les trois premières années de son indépendance le Maroc a vu perpétuer et parfois se renforcer les caractéristiques de sa dépendance économique et de son retard sur le plan administratif et technique [...].

1. Rapport de l'U.N.F.P. à la 2^e Conférence des Peuples africains, Tunis, janvier 1960.

Pour l'ensemble des pays africains, nous devons donc parer aux dangers d'un néo-colonialisme dès la proclamation de l'indépendance qui laisse intactes, avec les structures coloniales, toutes les chances d'une exploitation impérialiste. Toute indépendance qui se contente de reconduire sous des étiquettes nouvelles les caractéristiques de la domination coloniale ne saurait être que leurre et tromperie.

C'est à partir de ces considérations qu'il faut analyser les problèmes de la présence des bases et des forces militaires étrangères et des tentatives de nous faire participer à la guerre froide.

C'est en s'appuyant sur leur prépondérance économique que les puissances ex-colonisatrices gardent chez nous des forces militaires importantes. Les investissements capitalistes, la présence d'une colonie de peuplement constituent à la fois une raison et un alibi à leur présence militaire qui s'inscrit également dans la stratégie mondiale de la guerre froide.

Cet alibi d'une insécurité résultant de la proclamation de l'indépendance nationale a été détruit par tous les exemples des nouveaux États africains. Une atmosphère de discipline nationale s'instaure au lendemain de l'indépendance qui garantit aux communautés étrangères des conditions de paix et de prospérité que l'administration coloniale policière et militariste était auparavant incapable de réaliser.

Les forces militaires étrangères d'occupation loin d'être un facteur de stabilité, constituent une menace constante pour l'existence même des jeunes États souverains. De plus, elles utilisent les territoires libérés comme bases d'agression pour soutenir la guerre coloniale chez les peuples voisins. Qu'il nous suffise de mentionner ici l'exemple de la dissidence d'un gouverneur marocain (Addi ou Bihi) dont la révolte, organisée dès la première année de notre indépendance par des éléments réactionnaires et anti-nationaux, fut armée par les forces françaises stationnées sur notre sol et devait permettre le renforcement par le Sud marocain de la guerre coloniale d'Algérie.

C'est pourquoi nous avons inscrit en tête de nos objectifs nationaux depuis l'indépendance l'évacuation des forces armées étrangères.

Il ne s'agit pas seulement de la liquidation des séquelles de l'occupation coloniale. Notre souci majeur est de mettre notre pays au travail pour son édification économique, politique et

sociale. Une telle œuvre de longue haleine exige l'instauration d'une paix durable et le maintien de notre pays en dehors de toutes les alliances militaires et les querelles des blocs qui nous sont étrangères.

Nos efforts dans ce sens viennent d'aboutir par la proclamation de l'évacuation des bases américaines. Nous ne cesserons d'œuvrer pour l'évacuation des autres forces étrangères : françaises et espagnoles afin d'assurer son plein succès à notre politique étrangère de non-dépendance.

Cette politique devrait être suivie systématiquement et généralisée au niveau de toute l'Afrique qu'anime comme nous le même souci de construction dans la paix et la coopération fructueuse avec tous les pays amis.

Cette politique de non-dépendance s'impose d'autant plus que les nouvelles conceptions des milieux néo-colonialistes d'Europe considèrent l'Afrique comme un enjeu et un atout dans la politique d'équilibre mondial.

Dans cette perspective, l'Afrique est toujours considérée par ces milieux comme un réservoir de ressources minérales et énergétiques nécessaires à l'économie des pays industrialisés de l'Occident. Tous les projets visant à associer l'Afrique au marché Commun européen, à construire une Eurafrique ou à fonder des organismes d'investissements communs, risquent d'être orientés dans un sens qui donne la primauté aux intérêts capitalistes étrangers et ne peut que retarder le développement harmonieux et rapide de l'économie africaine.

Nous ne devons pas oublier que depuis un quart de siècle, au fur et à mesure qu'augmentaient les prix des produits fabriqués importés d'Europe, les prix des matières premières expédiées de notre Continent subissaient une baisse continue. La stabilité et l'expansion économiques des pays industrialisés d'Europe s'est donc faite aux dépens des pays sous-développés, sources des matières premières.

Devant le mouvement de libération qui s'accélère en Afrique, les mêmes intérêts impérialistes essayent de perpétuer ces rapports d'exploitation économique sous des formes fallacieuses de coopération. De plus en plus nos pays se trouvent devant de véritables blocs qui entendent dicter leur nouveau pacte colonial.

Le devoir de nos pays africains, comme des autres pays en voie de développement en Asie et en Amérique latine, est de s'organiser également pour dégager une attitude commune, rechercher les formules efficaces de coopération et se prémunir contre toute forme dangereuse d'exploitation.

C'est dans cet esprit que doivent s'inscrire les conférences économiques pour l'Afrique qui se tiennent sous l'égide de l'O.N.U. comme celle qui se réunit actuellement à Tanger. Les organisations populaires africaines doivent œuvrer pour que ces conférences deviennent des instances où une véritable coopération permette aux pays africains de construire leur économie, d'augmenter le bien-être de leur peuple au lieu de perpétuer des relations inégalitaires et des privilèges dépassés.

Notre analyse des manifestations néo-colonialistes en Afrique restera incomplète si nous ne soulignons pas les dangers que constituent les forces réactionnaires nationales. L'impérialisme ne saurait conserver des chances de survie en Afrique s'il ne pouvait se camoufler sous les intérêts de certains éléments rétrogrades.

Si nous avons souligné le caractère populaire et national des mouvements de libération en Afrique, il faut ajouter maintenant que par la conquête du pouvoir politique, certaines positions changent de signification, et certaines fractions de la population qui, pendant la période de lutte, se maintiennent dans la neutralité ou suivent le mouvement de libération, prennent une toute autre direction après l'indépendance. La féodalité rurale ou pseudo-religieuse ou ce qui en subsiste, se renforce après l'indépendance et essaye de se substituer à la puissance coloniale affaiblie. Échappant à l'épuration, elle se sert du nouveau pouvoir pour assoier ses privilèges sur de nouvelles bases juridiques.

Les formes d'organisations politiques de types européens, dont le pluralisme ne traduit plus chez nous les mêmes réalités économiques ou idéologiques, servent de refuges à ces éléments anti-nationaux qui cherchent à pourrir les mœurs politiques. Les vaines polémiques, les campagnes démagogiques sèment le doute et le scepticisme préparant les masses populaires à subir toute forme déguisée d'exploitation coloniale.

Ces éléments réactionnaires, instruments du néo-impérialisme,

s'attaquent maintenant jusqu'à la classe laborieuse dont l'unité a été cimentée durant la lutte nationale. Les vaines tentatives de création d'un syndicalisme artificiel ne sont donc qu'une autre forme de néo-colonialisme.

A côté de ces éléments anti-nationaux et réactionnaires, l'impérialisme trouve un second allié :

La grande bourgeoisie mercantile, qui tient tout son pouvoir de la politique économique libérale, se sent tout d'un coup solidaire de la présence coloniale, dès qu'elle ne ressent plus les méfaits de la prépondérance politique de l'impérialisme. Elle s'oppose alors farouchement à toutes les tentatives de diriger la politique économique et commerciale vers une indépendance réelle, ce qui l'oblige soit à entrer dans le cycle de la production, soit à disparaître.

Enfin une bonne partie des cadres intellectuels et administratifs, hérités de la période coloniale et qui n'ont guère participé au mouvement de libération, gardent, de l'habitude de la servilité, un manque d'imagination, d'enthousiasme et d'honnêteté qui les rend inaptes à servir avec efficacité les aspirations populaires, et se trouvent vite asservis par les détenteurs du pouvoir.

Le danger qui guette les pays nouvellement indépendants est que la conjonction de ces forces du mal risque de perpétuer une dépendance économique, le sous-développement, rendant sans objet l'indépendance politique. L'alliance d'une féodalité puissante et réactionnaire, d'une bourgeoisie servile et sans courage et d'un mandarinat administratif inefficace et pourri, risque de constituer une régression par rapport même à certaines formes de l'impérialisme [...].

Si nous tirons les leçons de l'expérience de l'Inde et de la Chine, des pays d'Europe centrale, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, nous arrivons à la conception d'un modèle de croissance économique d'une nécessité scientifique. Dans ce domaine, nous avons dépassé le stade des discussions d'écoles.

Nous savons maintenant que la voie du capitalisme libéral ne peut en aucun cas être suivie dans nos pays. C'est pourquoi le libéralisme chez nous n'est plus que l'alibi des forces réactionnaires.

Nous savons maintenant que les conditions nécessaires pour sortir du sous-développement sont une réforme profonde des

structures agraires, une industrialisation rapide et réelle et une politique d'investissement efficace et conséquente, selon une planification qui fixe les objectifs monétaires et élimine les risques inhérents au libéralisme.

Nous savons maintenant que les principaux moyens pour arriver à ces résultats sont, sur le plan national, la mise des masses populaires au travail et l'investissement intellectuel et, sur le plan extérieur, la recherche de la coopération étrangère économique et technique [...].

Mais une véritable coopération étrangère ne peut plus compter uniquement sur la volonté des intérêts privés. Elle doit aussi passer par le canal d'accords d'État à État. C'est pourquoi nous devons favoriser de toutes nos forces le changement qui commence à apparaître dans la compétition entre les grandes puissances. La course aux armements pourrait se transformer en une course à l'aide aux pays sous-développés.

Dans cette édification économique et sociale de l'Afrique nouvelle, nous devons insister sur le rôle prépondérant de la classe ouvrière et de la paysannerie organisée. Ces forces sont les seuls garants et les soutiens permanents de cette politique. Car celle-ci sera à la fois attaquée par l'impérialisme extérieur et ses agents à l'intérieur. Cette édification des bases d'une démocratie réelle qui seule donne une fin à l'indépendance, ne saura être l'œuvre que de l'union des forces patriotiques, populaires, progressistes et conscientes. Nous savons maintenant que la marche vers l'indépendance et la démocratie réelle est une longue marche, difficile et semée d'entraves. L'impérialisme le sait aussi. C'est pourquoi il n'oppose plus en Afrique une résistance aussi farouche qu'auparavant à l'indépendance politique, espérant sauvegarder avec le temps sa domination économique.

Nous devons prendre garde à ce que l'indépendance politique, une indépendance octroyée, ne devienne une arme entre les mains de l'impérialisme pour faire défendre par autrui ses principaux privilèges économiques. Contre l'alliance de l'impérialisme et des forces réactionnaires nationales, nous devons rechercher l'alliance avec les forces libérales et progressistes des pays ex-colonisateurs et l'union des forces patriotiques nationales dans tous les pays africains.

C'est dans cette perspective que les divers mouvements d'uni-

fication en Afrique auront tout leur sens. Ces Unions auront leurs fondements dans une nécessité économique et politique : elles seront une réaction de défense contre l'union des intérêts impérialistes en Afrique.

Sur la base d'une politique économique indépendante fondée sur la coopération et l'aide mutuelle, d'une politique de paix tendant à donner un sens nouveau à la compétition entre l'Est et l'Ouest, et d'une réaction contre l'alliance des forces impérialistes et de la réaction nationale, les tendances vers l'unification en Afrique constituent le principal facteur du succès dans l'édification de notre continent.

C'est en prenant conscience de ces nécessités que nous pouvons parer aux déceptions, aux découragements qui peuvent suivre une indépendance chèrement payée et qui, parfois, ne tient guère ses premières promesses [...].

Pour répondre à la solidarité coloniale, il faut promouvoir une solidarité des peuples africains qui renforcera notre lutte, à la fois à l'intérieur contre les forces réactionnaires et à l'extérieur contre les manœuvres impérialistes.

Pour répondre au bloc économique des puissances coloniales, il faut envisager toute forme d'aide et de coopération économique et commerciale capable de soustraire nos rapports économiques à la domination d'un monopole impérialiste.

Pour étudier profondément et sérieusement nos problèmes, nos expériences, nos réussites et parfois nos échecs, nous devons encourager toutes les formes de coopération culturelle, seule manière d'éduquer les consciences dans la mystique de l'union africaine.

A cet égard nous saluons comme un grand pas en avant les rapports maintenant réguliers entre les différentes organisations syndicales en Afrique, et qui se concrétiseront, nous en sommes convaincus, à l'occasion de la conférence syndicale africaine qui se tiendra prochainement à Casablanca.

Enfin, cette solidarité doit s'élargir encore à tous les mouvements de libération dans le monde, en particulier aux mouvements authentiquement progressistes en Occident qui ont les mêmes objectifs fondamentaux que nous : le bien-être matériel et la dignité de l'homme.

Le colonialisme n'a pas été uniquement un fléau pour les peuples colonisés, par les luttes d'influence qu'il favorise, par les dissensions et les guerres qu'il provoque inévitablement, il a été néfaste pour les peuples des pays colonisateurs eux-mêmes. Nous pensons que l'Afrique qui se libère maintenant travaille à la fois pour elle-même et pour un monde où régneront la justice et la paix, d'où seront exclues les causes de conflit et d'exploitation.

Les premières lueurs que nous constatons un peu partout à l'Est autant qu'à l'Ouest, annoncent un changement d'orientation vers la coopération et la compétition pacifique, plutôt que la course aux armements et la volonté d'hégémonie que nous avons connues jusqu'ici. Nous voulons penser que l'Afrique en profitera d'abord et qu'elle le consolidera ensuite.

L'Union des forces de progrès à l'intérieur de chacun de nos pays, en Afrique, et dans le monde, sera la garantie de cet avenir d'aide mutuelle, de coopération, et de paix que nous appelons de tous nos vœux.